



Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation



Contester les systèmes dans un monde du travail en changement

RAPPORT ANNUEL

2022/2023

Table de matières

- 2 À propos de WIEGO
- 3 Rétrospective de l'année
- 5 Hommages
- 7 Assemblée générale de WIEGO
- 10 Bâtir l'unité, l'organisation collective et la solidarité des travailleuse•eur•s
- 12 L'engagement de WIEGO dans les grands débats de notre temps
- 17 Victoires des travailleuse•eur•s
- 21 Faits marquants des Villes focales
- 23 Priorités des programmes de WIEGO pour les cinq prochaines années
- 26 Présence active de WIEGO en 2022-2023
- 27 Publications et ressources
- 29 Rapport financier : l'exercice clos le 31 mars 2023

Photo de couverture: Grace Avemegah est récupératrice de matériaux au site d'enfouissement de Kpone à Accra, au Ghana. Elle préside le Comité des femmes de l'Association des récupératrice•eurs de matériaux de Kpone. **Crédit photo** : Julian Luckham

À propos de WIEGO

Autonomiser les travailleuse•eur•s, préserver les moyens de subsistance de l'informel

WIEGO est un réseau d'organisations de travailleuse•eur•s de l'informel, ainsi que de chercheuse•eur•s, de statisticien•ne•s et de praticien•ne•s du développement qui les soutiennent. La mission de WIEGO consiste à améliorer les conditions de travail des travailleuse•eur•s démunie•s, les femmes en particulier, dans l'économie informelle. Nous faisons cela de deux manières. Premièrement, nous fournissons des statistiques, des recherches et des analyses politiques sur l'économie informelle. Ces informations peuvent servir aux activités de plaidoyer. **Dans les mains des travailleuse•eur•s, les données sont une source de pouvoir.**

Deuxièmement, nous partons à la recherche d'individus et les mettons en relation avec des organisations de travailleuse•eur•s pour construire des réseaux régionaux et mondiaux. Nous sommes en train de bâtir un mouvement social. **L'union fait la force.**

Les objectifs des efforts de WIEGO :



Faire mieux entendre la voix des travailleuse•eur•s de l'informel en renforçant leurs organisations.

Voix



Augmenter la visibilité des travailleuse•eur•s de l'informel en recueillant des données sur l'économie informelle.

Visibilité



Redoubler la validité des travailleuse•eur•s de l'informel en tant que travailleuse•eur•s légitimes et agent•e•s économiques en changeant la mentalité des décideuse•eur•s politiques.

Validité

Rétrospective de l'année



Mirai Chatterjee,
**Présidente du Conseil d'administration
de WIEGO**

Chère famille et ami.e.s de WIEGO,,
Après avoir marqué notre 25^e anniversaire
l'année dernière, WIEGO fait ses premiers pas
vers un nouveau quart de siècle de vie sur
fond de conflits, de changement climatique
et ses effets et de pressions sur les coûts de la
vie. Rarement, la nécessité d'un changement
systémique est aussi claire. Pour les travailleuses
de l'informel, ce changement ne peut
être atteint qu'à travers l'organisation, la
construction de leur unité et l'accroissement
de leur pouvoir collectif.

L'action et le pouvoir collectifs vont remanier les systèmes mondiaux qui ont engendré des inégalités, des injustices et de l'exploitation sur chaque continent. Grâce à la solidarité et l'union des travailleuses de l'informel, nous aurons voix au changement de ces systèmes nationaux et mondiaux. Les pouvoirs publics doivent instaurer de nouvelles règles pour assurer une distribution plus équitable des ressources productives du monde. Les organisations multilatérales doivent s'engager à établir et respecter des règles plus justes qui contraignent à un véritable changement.

Le plan stratégique de WIEGO pour les cinq années à venir fait l'exposé du rôle que nous allons jouer sur cette scène. Nous l'avons développé à l'aide de beaucoup de consultations auprès de nos membres, comme reflet du principe de placer les travailleuses et leurs organisations démocratiques et représentatives au centre de toute notre action. Nos structures, à caractère inclusif et responsable, ont été évidentes lors de notre 8^e Assemblée générale à Mexico, au Mexique, en novembre 2022, où nous avons adopté le plan.

Nous entrons dans cette nouvelle période stratégique avec un Conseil d'administration élargi, à l'accueil de Juana del Carmen Britez de la Fédération internationale des travailleuse.eur.s domestiques, de Marty Chen de la Harvard Graduate School of Design, de Simel Esim de l'Organisation internationale du Travail, de Lorraine Sibanda de StreetNet International, de Poonsap Tulaphan de HomeNet-Thaïlande, de Julie Duchatel de l'Union internationale des travailleuse.eur.s de l'alimentation et branches connexes et d'Imraan Valodia de l'université de Witwatersrand. Il nous fait également plaisir de souhaiter de nouveau la bienvenue aux membres déjà en exercice : Lin Lean Lim, Uma Rani et Debra Davis.

Nous tenons à remercier nos membres sortant.e.s, Barbro Budin, Biff Steel, Elizabeth Tang, Gabriela Calandria, Luciana Itikawa et Patrick Ndlovu, pour leur excellent service. Nous nous réjouissons de continuer notre collaboration avec elles.eux en faveur de notre cause commune et de notre mouvement pour de la voix, de la visibilité et de la validité de toutes les travailleuses de l'informel dans le monde.

Mirai Chatterjee

Mirai Chatterjee
Présidente du Conseil d'administration de WIEGO
Août 2023



Sally Roever
Coordinatrice internationale

Alors que nous nous installons dans le deuxième quart de siècle de notre travail, un examen attentif des systèmes qui empêchent les travailleuse•eur•s d'exercer leurs droits pleinement s'impose. Contester ces systèmes, sous leur forme actuelle, nous demande d'intensifier nos activités visant à construire un mouvement. Tandis que l'espace pour s'organiser ne cesse de se rétrécir partout dans le monde, nous épaulons les travailleuse•eur•s faisant l'objet de persécutions à cause de leur lutte contre les injustices.

*Nos partenariats demeurent solides et nous apportent les bases pour remettre ces systèmes en cause. WIEGO, SEWA (membre-fondateur de WIEGO) et les quatre réseaux mondiaux – la Fédération internationale des travailleuse•eur•s domestiques (FITD), HomeNet International (HNI), StreetNet International et la naissante Alliance internationale des récupératrice•eur•s de matériaux (IAWP) – ont démarré l'exercice financier en faisant front uni avec la publication d'un **exposé de position commune** sur l'économie sociale et solidaire (ESS) pour accompagner la **participation** à la 110^e session de la Conférence internationale du Travail.*

L'exposé lance un appel à promouvoir l'identité propre à l'ESS, qui la distingue des secteurs public et privé, fondée sur un contrôle et une propriété à caractère commun et collectif détenus par les travailleuse•eur•s. Nous estimons que l'ESS contient des modèles et des logiques alternatifs qui sont essentiels à la définition d'un avenir du travail inédite, axé sur les personnes, l'équité et la justice.

*Un avenir du travail plus juste dépend d'un mouvement plus unifié et mieux coordonné, ayant des structures de reddition de comptes, une représentation et une direction solides. Le lancement de l'**École WIEGO** n'est qu'une de nombreuses mesures que nous avons prises l'année écoulée pour contribuer à cet effort. Nous avons également accordé de la priorité à appuyer soigneusement l'élaboration d'une constitution pour l'IAWP, ainsi qu'à faire avancer l'indépendance d'HNI.*

En partant des avis de nos membres et de nos partenaires, notre plan stratégique quinquennal cherche à faire progresser cette vision. Pour la période qui débute, nous allons nous investir dans le renforcement de nos recherches et de notre plaidoyer, en les rendant plus simples et efficaces, en appui des travailleuse•eur•s et de leurs organisations. Nous allons également nous intéresser davantage aux changements climatiques et à la technologie et, enfin, nous allons continuer de contester les orthodoxies qui étayent l'injustice systémique.

Plus que jamais, je suis confiante dans le dynamisme de notre équipe, de notre réseau et de notre mouvement toujours plus grandissant. Il est pour moi un privilège de travailler aux côtés de chacun•e de vous.

En toute solidarité,

Dre. Sally Roever
Coordinatrice internationale

A LA MÉMOIRE D'ELA RAMESH BHATT 1933 - 2022



Hommage

Ela Bhatt

**Fondatrice de SEWA, cofondatrice
et présidente fondatrice de WIEGO**

Ela Ramesh Bhatt, fondatrice de l'Association des femmes indépendantes (SEWA) en Inde, est décédée le 2 novembre 2022. Connue comme la « douce révolutionnaire », Ela-ben (comme on l'appelait affectueusement) est reconnue mondialement pour ses valeurs à la Ghandi, ses idéaux visionnaires, son travail de pionnière et son humanité axée sur le calme. SEWA est le plus grand syndicat de l'Inde et celui qui fédère le plus grand nombre de travailleuse•eur•s de l'informel au monde, avec plus de deux millions de femmes de multiples métiers parmi ses membres. Fondé en 1972, il s'agit également d'une communauté d'institutions-sœurs comprenant une banque coopérative, une coopérative d'assurance et plus de cent coopératives de production et de services. SEWA est reconnue dans le monde pour avoir marié de manière remarquable et efficace l'activisme syndical et les interventions de développement, ayant pour fonction essentielle la création d'institutions détenues et gérées par des travailleuses démunies.

Membre du Parlement indien et de la Commission indienne de planification, Ela Bhatt a également fait

« Ela-ben fut l'étoile polaire du mouvement des travailleuses de l'informel et la description que l'on fait d'elle comme la "douce révolutionnaire" témoigne du pouvoir transcendant de son esprit éclatant, qui s'exprimait d'une voix calme et douce. »

– Sally Roever

partie du groupe *The Elders* [Les sages] et du conseil d'administration de la Fondation Rockefeller. Elle a cofondé et présidé deux réseaux mondiaux, la Banque mondiale des femmes et WIEGO, et est devenue la dirigeante avant-gardiste –et véritable source d'inspiration– de quatre mouvements mondiaux : les mouvements des femmes, de la microfinance, du travail et des travailleuse•eur•s de l'informel. Elle a reçu de nombreux prix, dont le Ramon Magsaysay et le Right Livelihoods, ainsi que des diplômes honoris causa des universités de Harvard, du KwaZulu-Natal, de Yale et d'autres institutions académiques.

Ela-ben était la boussole morale –l'étoile polaire– de WIEGO, veillant à ce que nous nous consacrons aux travailleuse•eur•s de l'informel et à ce que notre fonction essentielle soit servir leur mouvement. Nous ne saurions pas imaginer SEWA ou WIEGO – ni le monde– sans sa douce présence morale.

– Extrait de *Hommage à Ela Ramesh Bhatt* par Marty Chen



Hommage

Myrtle Witbooi

**Cofondatrice et secrétaire générale de SADSAWU
et présidente de la FITD**

Myrle Witbooi a été, pour les travailleuses domestiques, une dirigeante de principes qui faisait naître de l'inspiration, du respect et de l'amour à plein cœur non seulement en Afrique du Sud, mais aussi à l'international. Le 16 janvier 2023, elle nous a quitté•e•s à 75 ans, dont 52 dédiés au plaidoyer en faveur des travailleuses domestiques et de leurs droits.

Myrtle débute comme travailleuse domestique à l'âge de 17 ans au Cap. En 1971, elle envoie une lettre à un journal local pour poser ces questions : « En quoi sommes-nous inégales ? Pourquoi n'y a-t-il aucune loi ? Pourquoi ne sommes-nous pas considérées comme des personnes ? » Selon sa biographe, Jennifer Fish, c'est la publication de cette lettre qui a tracé la voie de Myrtle comme dirigeante. Après avoir cofondé le syndicat national des travailleuses domestiques, Myrtle vient appuyer, en 2000, la création du Syndicat sud-africain des services domestiques et des branches connexes (SADSAWU) et dévient sa secrétaire générale jusqu'à son décès. Les luttes menées par le syndicat ont déclenché des modifications aux lois de l'Afrique du Sud concernant le travail domestique. En 2000, les membres de SADSAWU se sont notamment enchaîné•e•s aux grilles du Parlement pour exiger leur inclusion dans la caisse d'assurance-chômage de l'État. Deux ans plus tard, la loi a été amendée pour couvrir les travailleuses domestiques.

Myrtle est devenue une partenaire et une amie pour WIEGO au moment où le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail (OIT) annonce, en 2008, qu'un débat sur un travail décent pour les travailleuses domestiques aura lieu en 2010 ou 2011, avec la probabilité d'enfanter une convention.

« Je souhaite que vous vous souveniez de moi, que vous soyez unies et organisées. Rappelez-vous : si je suis capable de le faire, vous pouvez le faire et, ensemble, on peut chanter **Amandla !** » – Myrtle Witbooi

Le temps pressait et il était urgent de mobiliser les travailleuses domestiques. C'est à ce moment-là que Myrtle fait son apparition comme la dirigeante naturelle du mouvement que ces travailleuses ont construit. Myrtle a fait instinctivement naître de la confiance chez les travailleuses domestiques et autres, qui l'ont suivie. Des représentantes de travailleuses domestiques des quatre coins du monde ont fondé le Réseau international des travailleuse•eur•s domestiques, avec Myrtle à sa tête en dirigeant la campagne en faveur d'une convention de l'OIT. En 2011, la Convention (n° 189) sur les travailleuse•eur•s domestiques a enfin été adoptée. WIEGO a eu le privilège d'apporter un soutien à la campagne et à la construction du mouvement.

En 2013, les travailleuses domestiques ont inauguré la Fédération internationale des travailleuse•eur•s domestiques (FITD). Pour Myrtle, c'était l'ambition de toute une vie aboutissant à son élection comme première présidente de la fédération et à sa réélection en 2018. La FITD, sous sa direction, a remporté beaucoup de victoires pour les travailleuses domestiques : une reconnaissance à l'échelle internationale, une meilleure protection juridique et, surtout, le fait d'avoir apporté de la confiance en soi, du respect de soi et de la dignité aux travailleuses domestiques du monde entier.

Nous avons perdu une icône, une dirigeante, une camarade, une travailleuse, une mère, une grand-mère et une amie.

À lire : *Hommage à Myrtle Witbooi* par WIEGO



De gauche à droite : les membres entrant·e·s et sortant·e·s du Conseil d'administration de WIEGO à la 8^e Assemblée générale de WIEGO, à Mexico. **Crédit photo :** WIEGO, Poonsap Tulaphan, membre du Conseil d'administration | HomeNet-Thaïlande et d'autres membres institutionnels votent lors de la réunion des membres institutionnels à l'Assemblée générale de WIEGO, 2022. **Crédit photo :** WIEGO | Des participant·e·s à l'AG discutent du travail de WIEGO sur le secteur des déchets avec Federico Parra, spécialiste de l'économie sociale et solidaire. **Crédit photo :** WIEGO | Sally Roever, coordinatrice internationale, Lin Lim, membre du Conseil d'administration, et Marlese Von Broembsen, directrice du Programme Droit, lors d'une table ronde avec des membres individuels. **Crédit photo :** WIEGO

Assemblée générale de WIEGO

12-14 novembre 2022

En 2022, l'année qui a marqué le premier quart de siècle de vie pour WIEGO, plus de 140 délégué·e·s de 39 pays se sont donné rendez-vous pour la 8^e Assemblée générale (AG) du réseau sous le thème « Les 25 prochaines années ». Tenue à Mexico du 12 au 14 novembre 2022, l'AG a rassemblé des leaders des travailleuse·eur·s, des activistes, des chercheuse·eur·s et des décideuse·eur·s politiques dans le but de reconnaître les réussites et de planifier la marche à suivre.

L'AG fait convoquer les membres institutionnels et individuels tous les quatre ans. En tant que pilier central de la structure de gouvernance de WIEGO, l'évènement donne l'occasion à ses membres de discuter les progrès, de passer en revue les plans et le budget de WIEGO pour les cinq années qui suivent et d'approuver les candidat·e·s à un siège au Conseil d'administration.

La stratégie de WIEGO éclairée par un examen stratégique interne consultatif et participatif

Avant l'AG, des membres de l'Équipe et du réseau WIEGO avaient participé à un examen stratégique interne (*Internal Strategic Review* ou ISR) pendant des mois. L'ISR a compris des consultations et des sondages en ligne, ainsi que des apports extérieurs, pour éclairer la stratégie quinquennale de WIEGO à venir. Le processus a culminé avec un niveau élevé de consensus autour de la marche à suivre.



De gauche à droite : Des participant·e·s à la 8^e Assemblée générale de WIEGO, à Mexico. **Crédit photo :** WIEGO | WIEGO dévoile la Plateforme pour la reprise économique des travailleuse·eur·s de l'informel aux côtés de travailleuse·eur·s de divers secteurs, lors d'un événement public à la Commission des droits humains. **Crédit photo :** WIEGO | Arturo Granados-Frias, secrétaire général de l'Union des commerçant·e·s et vendeuse·eur·s de rue fait le guide lors d'une visite d'un marché public à Mexico. **Crédit photo :** WIEGO | Janhavi Dave, coordinatrice internationale pour HomeNet International lors d'une présentation à l'exposition sectorielle des travailleuse·eur·s à domicile. **Crédit photo :** WIEGO

L'ISR a également fait apparaître de nouveaux volets à explorer par l'Équipe de WIEGO au cours de la prochaine période stratégique quinquennale, notamment les plateformes de travail numérique, l'agriculture, le changement climatique et les transitions justes. D'autres recommandations issues de l'ISR mettent le focus sur des volets nécessitant un accent plus résolu, tels que l'économie sociale et solidaire, le renforcement de partenariats en Asie, l'analyse axée sur le genre et les processus de formalisation. Ces volets ont étayé la planification quinquennale de WIEGO, laquelle a également engendré d'intenses échanges à l'échelle du réseau.

Dans la stratégie quinquennale de WIEGO, un regard vers l'avenir et en arrière par les délégué·e·s à l'AG

Les participant·e·s à l'AG ont eu un aperçu du plan et du budget stratégiques de WIEGO à cinq ans. Grâce à des exposés sectoriels, les membres ont échangé des connaissances et des expériences autour des stratégies, des politiques et des pratiques qui aident les travailleuse·eur·s à concrétiser leurs droits et à accéder à des ressources et à la protection sociale. Les délégué·e·s

ont engagé des conversations individuelles avec l'Équipe de WIEGO grâce à des kiosques thématiques placés dans le hall d'expositions. Ces kiosques ont présenté le travail de WIEGO sur la protection sociale, sur ses progrès en ce qui trait à l'École WIEGO, sur son travail dans chaque ville focale et sur d'autres sujets clés. En parallèle, des réunions avec les groupes de membres ont permis à ces derniers d'aller plus loin dans les détails des plans pour les cinq prochaines années, de poser des questions et de partager des idées pour consolider les plans.

Lors d'un événement public coorganisé avec la Commission des droits humains de Mexico, les travailleuse·eur·s de l'informel de cette ville ont fait l'exposé de leur [cahier de revendications pour une reprise économique de l'ère postpandémique](#).

Une résolution pour modifier les Statuts de société de WIEGO a été également adoptée, ce qui a fait passer de trois à quatre le nombre de représentant·e·s de travailleuse·eur·s venant des groupes de membres institutionnels assis·es au Conseil d'administration de WIEGO. Pour but, permettre une représentation plus élevée des organisations de base (OB) des travailleuse·eur·s de l'informel.

À la suite de l'élection lors de l'AG, WIEGO a accueilli au Conseil d'administration les membres ci-dessous :



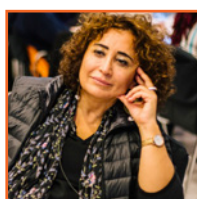
Juana del Carmen Brites est la présidente de la Fédération internationale des travailleuse·eur·s domestiques (FITD). Elle se trouve à la tête de l'Union du personnel auxiliaire dans les domiciles privés et dirige les prestations de soins de santé à l'OSPACP (l'assurance-maladie des travailleuses domestiques) en Argentine.



Marty Chen a dirigé WIEGO entre 1997, l'année de sa création, et 2017 ; à présent, elle y est conseillère principale. Elle est maîtresse de conférences en Politiques publiques à la Kennedy School de l'université de Harvard et professeure affiliée à la Harvard Graduate School of Design.



Julie Duchatel est la responsable à l'international pour l'égalité de genre et les projets à l'Union internationale des travailleuse·eur·s de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA), une fédération syndicale internationale basée à Genève, en Suisse.



Simel Esim est actuellement cheffe de l'Unité des coopératives (COOP) à l'OIT. Économiste politique de formation, elle travaille sur la justice sociale et le travail décent depuis plus de 30 ans et participe aux activités de WIEGO depuis 1997. Elle fait également partie du Comité consultatif du Programme d'organisation et représentation de WIEGO.



Lorraine Sibanda est la présidente de StreetNet International, la première femme à jouer ce rôle depuis la création de StreetNet. Elle dirige également la Chambre d'associations de l'économie informelle du Zimbabwe, une organisation pionnière qui a révolutionné la lutte pour les droits des travailleuse·eur·s de l'informel au Zimbabwe.



Poonsap Suanmuang Tulaphan est membre du Conseil d'administration de HomeNet-Thaïlande, une organisation de base forte d'environ 5 000 travailleuse·eur·s à domicile. Elle est également directrice de la Fondation pour la promotion du travail et de l'emploi (FLEP), laquelle plaide en faveur des droits et du bien-être des travailleuse·eur·s de l'informel.



Imraan Valodia est professeur d'économie et vice-chancelier adjoint pour le climat et la durabilité à l'université de Witwatersrand, à Johannesburg, en Afrique du Sud, où il dirige également le Centre d'études sur l'inégalité.



De gauche à droite : Des récupératrice•eurs de matériaux au site d'enfouissement de Kpone, à Accra au Ghana. **Crédit photo** : Dean Saffron | Manifestation de l'Alliance internationale des récupératrice•eurs de matériaux au Kenya à l'occasion de la Journée internationale des récupératrice•eurs (le 1^{er} mars 2023). **Crédit photo** : Federico Parra

Bâtir l'unité, l'organisation collective et la solidarité des travailleuse•eur•s

WIEGO croit au pouvoir transformateur du collectif et apporte un soutien aux travailleuse•eur•s de l'informel pour construire des organisations démocratiques et représentatives qui puissent basculer les inégalités et les injustices systémiques. Cela demeure au cœur de notre mission. En 2022, après des années de soutien de la part de WIEGO, la nouvellement formée **Alliance internationale des récupératrice•eur•s de matériaux** (IAWP) a adopté sa constitution. Un congrès électoral prévu en 2024 constitue la dernière étape vers la création de l'IAWP, qui pourra ensuite mettre sur pied un secrétariat et faire une demande auprès de la Conférence internationale du Travail (CIT) pour être reconnue comme une organisation non-gouvernementale. Cette procédure d'accréditation serait un jalon dans la quête des récupératrice•eur•s de matériaux pour se faire mieux entendre et représenter à la CIT, ainsi que pour améliorer leur visibilité face aux gouvernements, aux syndicats et aux employeuse•eur•s participant à la conférence.



À l'heure où les quatre secteurs –travailleuses domestiques, travailleuse•eur•s à domicile, vendeuse•eur•s de rue et commerçant•e•s de marché et récupératrice•eur•s de matériaux– se sont organisés à l'échelle mondiale, la priorité de WIEGO est désormais accordée à la formation des travailleuse•eur•s et à la construction de la solidarité entre ces secteurs. **L'École WIEGO** –introduite par un programme d'essai en ligne au mois de juin 2022– a compté 75 participant•e•s représentant les travailleuses domestiques, les

travailleuse•eur•s à domicile, les vendeuse•eur•s de rue, les récupératrice•eur•s de matériaux, les *kayayei* et les couturières de 16 pays dans trois régions. L'École a pour objet de renforcer les connaissances et la confiance en soi des travailleuse•eur•s de l'informel et de forger une solidarité durable parmi les participant•e•s venant d'une même région géographique, mais de différents secteurs de l'économie informelle. L'année prochaine, l'École entre dans sa deuxième phase.

Témoignages :

« J'ai beaucoup appris sur la transparence et la durabilité pour notre organisation et sur comment construire une direction démocratique. »

Travailleuse domestique en Afrique

« Il a été bien réfléchi de rassembler tous les secteurs dans ce forum, de manière à échanger des idées et à prôner notre organisation collective. »

Travailleuse•eur à domicile d'Afrique

« Je vais mettre en pratique le processus de recrutement pour conserver une organisation démocratique qui accorde de la priorité à des retours réguliers et qui garantit l'obligation de rendre des comptes. J'aimerais bien aussi travailler pour faire monter le nombre de membres dans notre organisation. »

Participant•e d'Asie

« Je vais relayer les informations apprises à mon syndicat. »

Travailleuse domestique d'Amérique latine

Le soutien intersectoriel apporté par WIEGO se concentre sur les stratégies visant à réussir la mise en œuvre de la Recommandation 204 de l'OIT sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle (R204), et ce, à l'échelle nationale. L'objectif consiste à soutenir les organisations pour que leurs droits de s'associer librement et de négocier de manière collective se concrétisent, pour que l'espace public soit reconnu comme un lieu de travail et pour que des infrastructures

indispensables aux moyens de subsistance soient mises à leur disposition, parmi d'autres revendications. WIEGO ne cessera de travailler à ces fins en Afrique du Sud, au Brésil et au Sénégal, tout en élargissant la portée de ses actions à d'autres pays de manière stratégique et après consultation avec HomeNet International, StreetNet International, la FITD et l'Alliance internationale des récupératrice•eur•s de matériaux.



Sonia George (secrétaire générale de SEWA Kerala), Lorraine Sibanda (présidente de StreetNet International), Alberto Santana (vice-président de StreetNet International) et Oksana Abboud (coordinatrice internationale de StreetNet International) se joignent à l'appel pour mettre un terme à la violence et au harcèlement au travail, lors de la Conférence internationale du Travail. **Crédit photo : WIEGO**

L'engagement de WIEGO dans les grands débats de notre temps

Nous estimons que la totalité des travailleuse•eur•s devrait pouvoir exercer leur droit au travail décent et à la sécurité et l'hygiène du travail. Mais d'importants défis persistent dans l'obtention de ce droit. Les politiques et les pratiques mises en place par les sociétés, par les institutions financières et par beaucoup de gouvernements continuent de concentrer la richesse au sein d'une minorité, alors que l'immense majorité s'enfoncé dans la pauvreté. Les travailleuses de l'informel sont contraintes de composer avec les répercussions de plusieurs crises –y compris les conflits armés, la pandémie, l'inflation galopante et les changements climatiques– qui se jumèlent à un monde du travail en évolution. Grâce à de nouvelles alliances avec d'autres mouvements, les travailleuses et leurs organisations demandent un remaniement des systèmes mondiaux qui étayent l'extrême inégalité. WIEGO accompagne le mouvement des travailleuse•eur•s de l'informel et se joint à cette revendication.

Ce moment charnière n'a fait que renforcer la détermination de WIEGO et lui faire s'engager davantage dans les grands débats de notre temps : Comment les pouvoirs publics peuvent-ils élargir la protection sociale pour couvrir les travailleuse•eur•s de l'informel ? Les travailleuse•eur•s de l'informel sont-elles•ils en train de payer plus d'impôts que leur juste part ? Comment les travailleuse•eur•s peuvent-elles•ils prendre des mesures pour atténuer les effets du changement climatique sur leurs moyens de subsistance ? Comment les travailleuse•eur•s de l'informel utilisent-elles•ils les plateformes de travail numérique et comment celles-ci les affectent ? En somme : un système économique plus juste, plus inclusif et plus durable, à quoi ressemblerait-il dans la pratique ?

Les sujets thématiques ci-après ont représenté des domaines d'intérêt stratégique pour WIEGO durant l'exercice budgétaire 2022/23 et continueront de le faire :

Contester les orthodoxies économiques qui sapent la protection sociale universelle

Afin de créer des emplois d'une meilleure qualité, il est essentiel de garantir à l'ensemble des travailleuse·eur·s l'accès à la protection sociale. Les constatations de **nouvelles recherches** menées par WIEGO contestent les idées prédominantes qui peuvent tenir en retrait l'élargissement de la protection sociale et l'empêcher de couvrir la totalité des travailleuse·eur·s. Notre objectif est de s'assurer que les décideuse·eur·s politiques du développement mondial, dans des institutions clés travaillant sur la protection sociale et l'informalité, aient accès à ces nouveaux éléments de preuve.

En coopération avec l'OIT, WIEGO mène une étude qui identifie les voies par lesquelles l'assurance sociale peut conduire à des effets économiques multiplicateurs : un moyen de contester l'idée selon laquelle les dépenses sociales sont stériles d'un point de vue économique. De plus, nous **contrecarrons les présupposés** qui sous-tendent l'idée selon laquelle les systèmes de protection sociale encouragent le processus d'informalisation quand ils joignent l'assistance sociale à l'assurance sociale. L'**enquête** révolutionnaire menée par WIEGO sur les impôts dont s'acquitte le secteur informel à Accra, au Ghana, a révélé que les travailleuse·eur·s de l'informel paient déjà une étendue de taxes, de permis, de redevances et de frais et, de plus, que le coefficient fiscal par rapport aux revenus est considérablement plus élevé dans le secteur informel que dans le formel, c'est-à-dire qu'il n'y a que peu d'espace pour d'autres contributions ou prélèvements fiscaux. Voilà une conclusion pour mettre en doute la conviction qui veut taxer davantage les travailleuse·eur·s comme une solution viable pour financer la protection sociale.

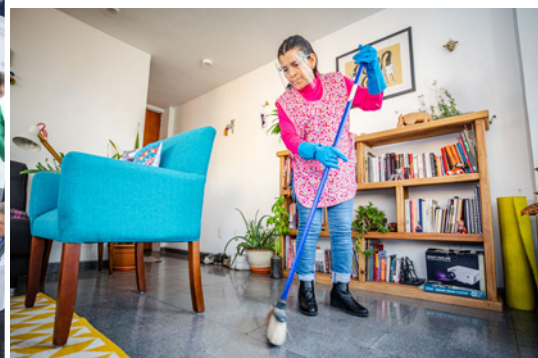
WIEGO emprunte un chemin d'apprentissage et de renforcement des capacités durant trois ans pour que les leaders de la protection sociale au sein du réseau WIEGO comprennent mieux l'économie politique de ce sujet, repoussent des discours nuisibles et bâtissent une vision favorisant des formes plus équitables de la protection sociale. Nous diffusons nos constatations et nous engageons sans cesse dans les forums mondiaux pour faire avancer ces débats.

Renforcer le travail de WIEGO sur l'économie sociale et solidaire

Comme **le fait remarquer l'OIT**, « la récente instabilité économique et politique mondiale a permis de souligner les lacunes de notre système de développement actuel et de confirmer la nécessité d'un paradigme de développement alternatif ou complémentaire. L'économie sociale et solidaire (ESS) est une solution viable pour rééquilibrer les objectifs économiques, sociaux et environnementaux ».

L'ESS est un modèle au service des travailleuse·eur·s de l'informel car elle leur permet de lutter contre l'exploitation, de surmonter leur exclusion et d'obtenir des normes de travail décent. Nombre de travailleuse·eur·s de l'informel se sont fédéré·e·s dans des structures organisationnelles qui appartiennent à l'ESS, telles que des coopératives ou des formations syndicales. Soutenu·e·s par le potentiel de l'ESS et par l'encouragement des membres de WIEGO à s'y focaliser davantage, nous allons apporter, au cours des cinq années à venir, un soutien plus approfondi aux initiatives des travailleuse·eur·s qui s'inscrivent dans l'économie sociale et solidaire.

Lors des préparatifs de la 110^e session de la Conférence internationale du Travail en 2022, WIEGO a élaboré **un exposé de position commune** avec les réseaux internationaux des travailleuse·eur·s de l'informel. Nous



De gauche à droite : Divine Dekonor préside l'Association des récupérateur·e·s de matériaux de Kpone. Fatima Bonza est membre du Comité de protection sociale dans la même association, au Ghana. **Crédit photo** : Julian Luckham | WIEGO et une délégation des Réseaux à la CIT de 2023, à Genève en Suisse.

Crédit photo : WIEGO | Raquel Martinez, travailleuse domestique à Mexico. **Crédit photo** : César Parra

avons lancé un appel aux gouvernements pour reconnaître l'ESS comme un domaine socio-économique à part entière, capable de transformer les économies, de contribuer à la mise en œuvre des conditions de travail décentes et de mener à des moyens de subsistance plus sûrs.

WIEGO a nommé un **spécialiste de l'économie sociale et solidaire** pour aider à mieux comprendre les différentes lignes de pensée qui travaillent sur l'ESS et à rendre ces débats accessibles aux organisations des travailleuse•eur•s. Au travers d'espaces de réflexion collective, d'échanges stratégiques des expériences et d'études de cas, WIEGO va accompagner les réseaux alors qu'ils exercent une influence sur les débats mondiaux sur la relation entre l'ESS et les travailleuse•eur•s de l'informel.

Approfondir notre travail sur l'atténuation du changement climatique et sur les transitions justes

Comme **déclaré** récemment par le Programme des Nations unies pour l'environnement, « les résultats scientifiques sont clairs. Le monde est en état d'urgence climatique et il est indispensable de changer de vitesse, à celle d'urgence ». Le changement climatique frappe de plein fouet les travailleuse•eur•s à revenu insuffisant et instable, dont un grand nombre habite des implantations informelles qui sont particulièrement vulnérables aux conditions météorologiques extrêmes. Les vendeuse•eur•s de rue et les récupérateur•eur•s de matériaux, qui travaillent de longues heures, souvent sans aucun abri, sont particulièrement exposé•e•s à la chaleur accablante et au froid extrême, tout comme les travailleuse•eur•s à domicile, qui souvent manquent de logement adéquat. Ces difficultés représentent une menace pour le bien-être, la **santé** et la productivité des travailleuse•eur•s.

Depuis de nombreuses années, par le biais de la recherche, le renforcement des capacités et un travail de plaidoyer à l'échelle mondiale, WIEGO cherche à rendre plus visible le rôle joué par les récupérateur•eur•s de matériaux dans l'atténuation du changement climatique, ainsi que la nécessité de permettre à ces travailleuse•eur•s de participer aux processus d'élaboration de politiques qui touchent leurs moyens de subsistance. Au Brésil, de concert avec des organisations de base, WIEGO dresse la carte des impacts du changement climatique sur les récupérateur•eur•s de matériaux à Belo Horizonte, à Manaus et à Salvador de Bahia. Les résultats servent d'éclairage au travail de plaidoyer visant à obtenir des infrastructures à l'épreuve du changement climatique et d'autres bénéfices.

WIEGO examine également l'impact du changement climatique sur d'autres secteurs de travailleuse•eur•s de l'informel et les stratégies que celles•eux-ci mettent en place en matière de résilience climatique. Notre travail dans le volet thématique **Le domicile comme lieu de travail** veut venir au soutien des organisations des travailleuse•eur•s à domicile dans leur plaidoyer et faciliter les collaborations avec des architectes et des urbanistes, y compris en matière de résilience climatique. Ce travail consiste, par exemple, à documenter les interventions pratiques du Mahila Housing Trust de SEWA, en Inde, qui encourage l'efficacité énergétique et apporte des améliorations aux infrastructures et à la résilience climatique. Il consiste également à passer en revue la documentation sur la planification et l'aménagement urbains et à dresser une carte montrant comment et où exactement les travailleuse•eur•s de l'informel à Delhi utilisent leurs domiciles comme lieux de travail.

À l'échelle mondiale, WIEGO a accompagné des délégations de leaders de récupérateur•eur•s de matériaux aux négociations concernant le changement climatique,



De gauche à droite : Federico Parra, spécialiste de l'économie sociale et solidaire. **Crédit photo** : WIEGO | Un groupe de travailleuses à domicile à Ahmedabad. **Crédit photo** : Mahila Housing SEWA Trust (MHT). | Délégation officielle de l'Alliance des récupérateur•eur•s de matériaux avec Espen Barth Eide, ministre norvégien pour le Climat et l'Environnement et président de l'ANUE (troisième de gauche à droite), lors de la cinquième Assemblée des Nations unies pour l'environnement. **Crédit photo** : Alliance internationale des récupérateur•eur•s de matériaux

notamment la [Conférence de Charm-el-Cheikh des Nations unies sur les changements climatiques](#). Lors des réunions du [Comité intergouvernemental de négociation \(CIN\) sur la pollution plastique](#), la délégation a exigé la reconnaissance et l'inclusion concrète des récupérateur·e·s de matériaux comme des travailleuse·eur·s de l'environnement qui contribuent à l'atténuation du changement climatique. Preuve de leur succès, le document adopté par l'Assemblée des Nations unies pour mettre fin à la pollution plastique est [la toute première résolution](#) à faire mention des récupérateur·e·s de l'informel.

Nos membres nous ont encouragé·e·s à approfondir notre travail sur l'atténuation du changement climatique et sur les transitions justes durant les cinq prochaines années, en examinant de nouvelles voies pour sensibiliser aux répercussions des changements climatiques sur les travailleuse·eur·s de l'informel et en mettant en relief les stratégies des travailleuse·eur·s pour atténuer les risques et pour gagner en moyens de subsistance plus sûrs.

Nouvelles méthodes de travail : le travail de WIEGO sur l'emploi des plateformes

Les plateformes de travail numérique entraînent une transformation brusque du monde du travail. Le rythme et l'ampleur du changement technologique représentent un défi pour les organisations des travailleuse·eur·s du fait qu'elles sont contraintes d'élaborer des stratégies efficaces afin de défendre les droits de leurs membres. Parallèlement, quelques travailleuse·eur·s de l'informel se servent des technologies numériques pour accéder à des marchés et leurs organisations mettent à l'essai des modèles rendant possible que les plateformes numériques soient la propriété des travailleuse·eur·s.

Les plateformes de travail numérique ont été soulignées comme un enjeu crucial lors de l'examen stratégique

interne de WIEGO et par les groupes de membres des OB. C'est pourquoi WIEGO va entreprendre un processus durant deux ans pour surveiller les tendances et étudier le point de croisement entre les plateformes numériques et l'emploi informel dans les pays du Sud. En partenariat avec des chercheuse·eur·s, la communauté de l'action publique et les OB au sein du réseau WIEGO, un·e spécialiste s'efforcera d'améliorer notre compréhension de l'emploi des plateformes et ses effets sur les travailleuse·eur·s de l'informel faisant partie du réseau WIEGO. Ce travail viendra appuyer les préparatifs pour la discussion normative sur le travail décent dans l'économie des plateformes qui aura lieu dans le cadre de la CIT en 2025.

Hausser la visibilité des travailleuse·eur·s à travers les statistiques

L'amélioration des statistiques qui rendent visibles les travailleuse·eur·s –un formidable outil déjà repéré par les fondatrices de WIEGO– reste toujours un point de mire pour la mission de WIEGO. Notre partenaire clé en matière de statistiques est l'OIT, responsable des statistiques sur la main d'œuvre. Grâce à ce partenariat, WIEGO travaille à l'amélioration des classifications, des concepts et des méthodes de collecte des données sur les travailleuse·eur·s et les entreprises de l'informel. Le programme de Statistiques de WIEGO a participé au Groupe de travail de l'OIT pour la révision des normes statistiques sur l'économie informelle et à l'initiative « Engendrement de l'informalité » qui l'accompagne (2019-2023). Le groupe a développé des définitions et des critères de classification, ainsi que des indicateurs pour mesurer avec précision l'emploi informel total et des femmes, par exemple, et pour identifier les travailleuse·eur·s familiales·aux collaborant à l'entreprise familiale.



De gauche à droite : Anna Nkobe, une travailleuse domestique, fait le ménage chez son employeur·e à Johannesburg, en Afrique du Sud. **Crédit photo :** Jonathan Torgovnik / Getty Images Reportage. | Un véhicule à propulsion humaine appelé « zorro ». **Crédit photo :** Federico Parra. | Une récupérateur·e·s de matériaux, membre de la coopérative « Planeta Verde ». **Crédit photo :** Federico Parra

Les rapports statistiques sont élaborés pour répondre à des besoins identifiés par les réseaux mondiaux de travailleuse•eur•s ; par exemple, un **profil statistique** examinant le travail domestique dans le monde a été élaboré par l'OIT et par WIEGO pour la FITD et un prospectus sur les travailleuse•eur•s à domicile a été publié pour le congrès de HomeNet International (HNI) en 2023. HNI a également commandé la préparation de notes portant sur les principaux groupes de travailleuse•eur•s de l'informel dans **les grandes villes et au niveau national** afin d'appuyer le plaidoyer au sein des pays, ainsi que le travail de WIEGO là où il s'avère pertinent. La note traitant de la collecte de données sur les récupératrice•eur•s de matériaux en **Colombie** offre un bon exemple d'un nouveau domaine statistique – les données générées par les citoyen•ne•s – qui, dans ce cas, désigne l'implication des récupératrice•eur•s dans les efforts de recueil de données.

WIEGO accompagne le développement de guides pratiques et de formations de statisticien•ne•s aux méthodes de collecte et de tabulation des données. Ces activités sont importantes pour la production de données harmonisées entre les pays et pour faire augmenter leur disponibilité. Aujourd'hui, WIEGO travaille avec l'OIT et son bureau pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, ainsi qu'avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) des Nations unies, dans un projet visant à élaborer des statistiques du travail focalisées sur l'emploi informel dans des pays arabes. Le projet rassemble des statisticien•ne•s de ces pays dans le processus de préparation vers la 21^e Conférence internationale des statisticien•ne•s du travail (CIST). Il produira également un questionnaire pour les pays arabes adapté aux normes récentes de la CIST.

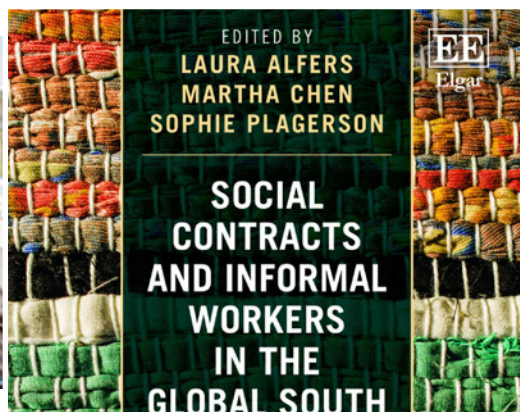
Points saillants de notre recherche

La recherche reste toujours un pilier essentiel du travail de WIEGO et cette section donne un aperçu des points saillants de nos plus importants projets de recherche.

Les **résultats de la 2^e phase de l'étude de WIEGO sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle** ont été présentés en juillet 2022 et l'étude a été citée comme une publication phare par le Centre de recherches pour le développement international, qui s'est associé à WIEGO pour un projet de suivi. Ces constats continuent d'être une source d'information pour le travail de plaidoyer.

Avant peu, les Presses universitaires d'Oxford vont publier un ouvrage par UNU-WIDER et WIEGO sur la COVID-19 et l'économie informelle, dont plusieurs chapitres se sont inspirés de l'étude élaborée par WIEGO. Le contenu fera également partie d'un prochain cours en ligne ouvert aux masses (CLOM ou MOOC) par UNU-WIDER sur le développement durable, à destination des décideuse•eur•s politiques.

Social Contracts and Informal Workers in the Global South [Contrats sociaux et travailleuse•eur•s de l'informel dans les pays du Sud], une publication à libre accès, montre comment les modèles de contrat social existants stigmatisent les travailleuse•eur•s de l'informel. Elle **prône** des initiatives par le bas mettant l'accent sur les revendications des travailleuse•eur•s démuni•e•s. Laura Alfes, directrice du Programme de protection sociale de WIEGO, et Marty Chen, membre du Conseil d'administration de WIEGO, font partie de l'équipe d'édition. L'ouvrage explique comment les contrats sociaux actuels peuvent être considérés inadéquats, non pertinents ou injustes et il s'appuie sur les récits des travailleuse•eur•s de l'informel pour plaider en faveur de conceptualisations radicalement nouvelles des rapports État-société, capital-travail et État-capital-travail qui soient caractérisées par la reconnaissance, la réactivité et la réciprocité.



De gauche à droite : Viridiana joue de l'orgue de Barbarie dans le centre historique de Mexico. **Crédit photo** : César Parra | Page de couverture de l'ouvrage *Contrats sociaux et les travailleuse•eur•s de l'informel dans les pays du Sud*, édité par Laura Alfes, directrice du Programme de protection sociale de WIEGO, et par Marty Chen, membre du Conseil d'administration de WIEGO, entre autres. | Biguê Cissé, récupératrice•eur de matériaux à la décharge de Mbeubeuss. **Crédit photo** : Marta Moreiras

Victoires des travailleuse·eur·s

Travailleuses domestiques



Shirley Pryce

Shirley Pryce, présidente du Réseau des travailleuses domestiques des Caraïbes, membre du Comité exécutif de la FITD et présidente du Syndicat des travailleuses domestiques de la Jamaïque (JHWU), s'exprime en marge de la toute première conférence caribéenne de travailleuses domestiques :

Les travailleuses domestiques des Caraïbes ravivent les efforts pour renforcer la solidarité dans la région

Les travailleuses domestiques des Caraïbes viennent de déclencher à nouveau leurs efforts pour s'organiser au niveau régional et ont rétabli le Réseau des travailleuses domestiques des Caraïbes, qui a été créé en 2011 avec six pays et qui a servi de plateforme multifonctionnelle dans la région jusqu'en 2015. Élément clé dans cette revitalisation, une conférence organisée par WIEGO et la FITD en Jamaïque en octobre 2022 a rassemblé les leaders des travailleuses domestiques de huit pays caribéens. Elle avait pour fin de mettre en place une stratégie de plaidoyer pour toutes les travailleuses domestiques dans les Caraïbes consistant à tirer profit des conventions de l'OIT, la C189 sur les travailleuse·eur·s domestiques et la C190 sur la violence et le harcèlement, dans le but de garantir aux travailleuses domestiques l'exercice de leurs droits et de construire la solidarité dans la région et au niveau international.

La conférence s'est inscrite dans le projet de WIEGO **Faire de la C189 une réalité**, qui cherche à ce que les travailleuses domestiques et les organisations syndicales comprennent davantage la convention, et ce, en soutenant leur développement de stratégies pour se servir de ces conventions lors des efforts d'organisation et de plaidoyer.

« [Les travailleuses domestiques] manquent des conditions de travail décentes, elles n'ont pas de salaires justes, elles travaillent pendant de longues heures, elles n'ont aucune protection sociale. Grâce à cette conférence et à la prise de conscience concernant toutes les lois et ce qu'elles devraient faire dans leurs îles respectives, elles vont se remettre à travailler sur la base d'un plan d'action à élaborer dans chaque île caribéenne. »

Le message de Shirley pour les pouvoirs publics de toute la région : « Mettez en place des lois. Le travail domestique constitue un travail et nous affirmons que nous sommes des travailleuses comme n'importe quel travailleuse·eur. Faites de nous un investissement. Investissez dans les travailleuses domestiques. Ratifiez la Convention 189 et ratifiez la Convention 190. »

« Je sais bien que nous nous battons pour la bonne cause : les droits des travailleuses domestiques. Et nous luttons en faveur d'un travail décent parce que le travail décent est l'affaire de tout le monde... c'est mon affaire, c'est ton affaire, c'est l'affaire à nous toutes et tous. »

*Sources : CVM TV; The Labour Spokesman



De gauche à droite : Shirley Pryce s'adresse aux travailleuses domestiques lors de l'atelier de la FITD en Jamaïque en octobre 2022. **Crédit photo :** WIEGO | Groupe de participant·es à l'atelier de la FITD en Jamaïque en octobre 2022. **Crédit photo :** WIEGO | Shirley Pryce se joint à d'autres délégué·e·s à la CIT pour réclamer de la justice sociale. **Crédit photo :** WIEGO

Victoires des travailleuse•eur•s

Travailleuse•eur•s à domicile



Zehra Khan

Fondatrice et secrétaire générale de la Fédération des travailleuses à domicile, la première organisation syndicale de travailleuse•eur•s à domicile au Pakistan, explique pourquoi la directive de l'UE a l'obligation d'inclure les travailleuse•eur•s non-salarié•e•s dépendant•e•s à domicile :

Les travailleuse•eur•s non-salarié•e•s dépendant•e•s à domicile réussissent à se faire inclure dans la proposition de directive de la Commission européenne sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité.

En février 2022, la Commission européenne, la branche exécutive de l'Union européenne (UE), a rendu publique une proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité. Cette directive a pour objectif d'engager la responsabilité des entreprises pour la violation des droits humains et environnementaux dans leurs transactions, ce qui comprend la totalité des travailleuse•eur•s dans leurs chaînes d'approvisionnement. L'année qui a suivi, WIEGO a apporté un soutien technique à ses partenaires dans l'Asie du Sud et du Sud-Est qui ont participé à la rédaction de la directive et y ont contribué. Ensemble, nous avons exercé une influence sur le réseau achACT – Action Consommateurs Travailleurs, sur des organisations des droits du travail à Bruxelles et sur des syndicats européens afin de faire campagne pour une proposition de directive qui inclue la totalité des travailleuse•eur•s, y compris les travailleuse•eur•s non-salarié•e•s dépendant•e•s à domicile, et qui les mette au centre pour qu'elles•ils fassent partie de la conception et de la gouvernance des mécanismes d'exécution.

« [La lutte dans la province pakistanaise de Sindh pour une législation reconnaissant les travailleuse•eur•s à domicile des chaînes d'approvisionnement comme des travailleuse•eur•s qui devraient bénéficier des droits du travail et de la protection sociale] « a duré douze ans. Nous sommes fier•ère•s d'avoir pris le travail à domicile comme un problème de classe, plutôt que de l'avoir approché comme une question de genre. Voilà ce qui a entraîné notre succès. Nous avons collaboré avec le ministère du Travail et avec des législatrice•eur•s et elles•ils ont accordé aux travailleuse•eur•s à domicile le statut de travailleuse•eur•s. Une étape capitale dans notre lutte consiste à faire en sorte que ces travailleuse•eur•s relèvent du droit puisqu'à ce jour les travailleuse•eur•s à domicile ne correspondent pas à la définition du travail, du fait de l'invisibilité de leurs employeuse•eur•s, et que leur lieu de travail n'est pas défini en tant qu'établissement dans aucune loi. C'était la relation employeuse•eur-salarié•e qui était le chaînon manquant »

« La chose la plus importante est d'appliquer le droit du travail à l'ensemble des travailleuse•eur•s dans la chaîne d'approvisionnement. Voilà notre revendication de base auprès de l'UE. L'aspect le plus important est de considérer les travailleuse•eur•s à domicile comme partie intégrante de la chaîne d'approvisionnement : elles•ils ont besoin de reconnaissance et leurs employeuse•eur•s devraient être aussi visibles. Il faut vraiment de la transparence tout le long de la chaîne d'approvisionnement, car même les travailleuse•eur•s ignorent pour qui elles•ils travaillent. De plus, cela permettra aux travailleuse•eur•s de gagner le salaire minimum. »



Près des deux tiers des travailleuse•eur•s à domicile dans le monde habitent l'Asie et le Pacifique et plus de la moitié sont des femmes. « Au centre : Zehra Khan, fondatrice et secrétaire générale de la Fédération des travailleuses à domicile du Pakistan, suit les discussions lors de la Conférence internationale du travail. **Crédit photo :** Jane Barrett. | A gauche : Des travailleuse•eur•s à domicile en Thaïlande. **Crédit photo :** Supraneer Tubsakul | A droite : Un•e travailleuse•eur•e à domicile en Inde. **Crédit photo :** HNSA

Victoires des travailleuse•eur•s

Vendeuse•eur•s de rue et commerçant•e•s de marché



Mercy Naa Afrowa Needjan

Présidente de l'Association des marchés du Grand Accra (GAMA), explique comment les vendeuses de rue du marché Makola ont pris les choses en main pour recevoir la garde d'enfants dont elles avaient besoin :

Garde d'enfants : une politique nationale du Ghana comprend des dispositions promouvant une gestion participative des services de garde sur les marchés et dans d'autres lieux de travail de l'informel.

Après plusieurs années de travail, la politique nationale du Ghana sur la protection et le développement de la petite enfance a incorporé des éléments des **lignes directrices de WIEGO pour les services de garde** sur les marchés ou à proximité. Ces lignes directrices sont le résultat d'un processus participatif soutenu par WIEGO qui a impliqué des parents ayant des enfants dans des services de garde sur des marchés urbains, ainsi que des représentant•e•s des organisations de travailleuse•eur•s.

Au Ghana, la vente de rue et de marché représente à peu près 40 % de l'emploi des femmes du Grand Accra et des zones urbaines du pays et presque 30 % au niveau national. Fréquemment, ces femmes n'ont pas d'autres choix que d'amener leurs enfants, même les tout-petit•e•s, au travail. Il s'agit non seulement d'un risque pour les enfants, mais aussi d'un contre-coup sur la globalité du travail et du revenu de leurs mères. Les lignes directrices jettent les fondations d'une gestion participative des services de garde d'enfants dans les lieux de travail de l'informel, veillant à hausser le niveau de confiance et des services pour subvenir aux besoins des travailleuse•eur•s.

« Depuis 2001, l'année où l'Assemblée métropolitaine d'Accra a pris la relève du service de garde d'enfants sur le marché Makola, les commerçant•e•s sont devenu•e•s de plus en plus mécontent•e•s des services reçus.

« Malheureusement, les services ne s'occupaient pas correctement de nos enfants. Nous en avons fait part à l'Assemblée en disant que nous allions prendre le relais de la garderie et la rendre à notre goût, au bénéfice de nos enfants et main dans la main avec les enseignant•e•s qui s'occupaient bien d'elles-eux. »

À ce jour, une association de parents et d'enseignant•e•s, avec des élu•e•s de la GAMA, tiennent le service de garde du marché, qui reçoit 140 enfants. « D'ordinaire, les écoles sont ouvertes de 8 h à 14 h, mais le centre est ouvert dès 6 h du matin jusqu'à 18 h le soir, c'est-à-dire dès l'ouverture du marché et jusqu'à sa fermeture. » Cela veut dire que les commerçant•e•s peuvent compléter leur journée de travail sachant que les services s'occupent bien de leurs enfants. « Par la grâce de Dieu, tout se passe vraiment bien. »

Aunty Mercy est ravie de voir comment les vendeuse•eur•s du marché ont pris les choses en main. « Je suis une fière dirigeante de notre organisation, où les femmes se rassemblent pour prendre nous-mêmes les décisions. »

Tandis que les honoraires des enseignant•e•s étaient couverts lorsque l'Assemblée gérait les services de garde, ce sont les familles maintenant qui prennent en charge les coûts de fonctionnement. Les commerçant•e•s ont mis en place un système de soutien comprenant des versements souples, des subventions et des espaces gratuits pour les familles qui ne peuvent pas s'acquitter des frais.

Alors que le gouvernement compte mettre en œuvre sa politique de protection et développement de la petite enfance, les commerçant•e•s de marché et leurs organisations ne cessent de plaider pour un meilleur accès à des services de garde d'enfants à la fois abordables et de haute qualité sur les marchés, ou aux environs, dans tout le Ghana. Ce plaidoyer en continu dépeint comment les travailleuse•eur•s de l'informel peuvent remettre en cause les systèmes de la prestation de services qui ne subviennent pas à leurs besoins en tant que travailleuse•eur•s et prestataires de soins.

Source : une interview en personne par WIEGO et le rapport par ONU-Femmes intitulé *Le progrès des femmes dans le monde 2019-2020 : les familles dans un monde en changement*.

Victoires des travailleuse•eur•s

Récupératrice•eur•s de matériaux



Soledad García Muñoz

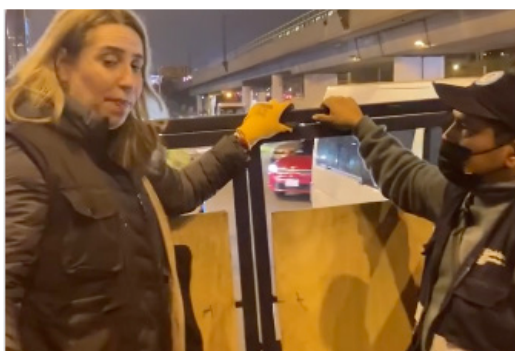
L'ancienne rapporteuse spéciale sur les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux à la Commission interaméricaine des droits humains, [partage ici comment elle a vécu cette rencontre](#) :

Une rapporteuse spéciale de la CIDH reconnaît le rôle clé joué par les récupératrice•eur•s de matériaux en tant que prestataires de services publics.

Après six ans d'engagement auprès de la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH) sur une possible audience ayant pour sujet thématique les violations des droits humains que connaissent les récupératrice•eur•s de matériaux, la rapporteuse spéciale de la CIDH sur les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux à l'époque a accepté de rencontrer des leaders de récupératrice•eur•s de matériaux du Pérou, un échange facilité par l'équipe de WIEGO à Lima. La rapporteuse et son équipe se sont jointes à des récupératrice•eur•s de matériaux de 15 municipalités de Lima Métropole lors de leurs itinéraires quotidiens de collecte et jusqu'au centre de collecte et de séparation des déchets. La visite a donné une véritable impulsion. La rapporteuse a reconnu publiquement le rôle essentiel que jouent les récupératrice•eur•s de matériaux dans la prestation d'un service public. Ensuite, le Rapport 2022 de la CIDH a lancé un appel à l'inclusion des récupératrice•eur•s de matériaux dans les politiques publiques, à la préservation de leurs emplois et à la protection de leur travail et de leur liberté d'association.

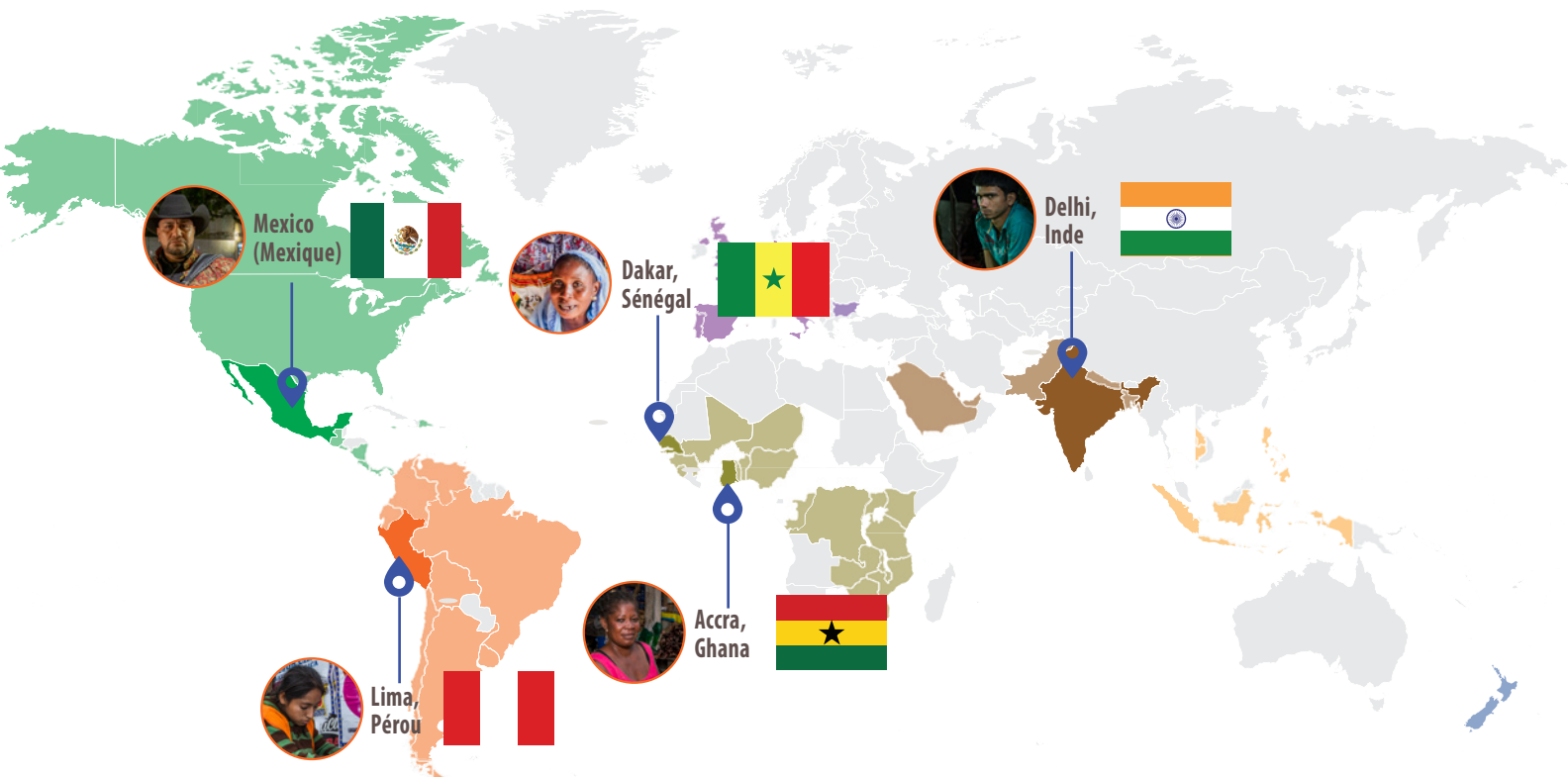
« Aujourd'hui, pour faire connaître la réalité des [...] récupératrice•eur•s de matériaux, on a eu une réunion organisée par une ONG appelée WIEGO et on a rencontré des leaders de toute la ville de Lima. [Les récupératrice•eur•s de Lima] ont expliqué comment elles•ils effectuent leur travail. En recyclant les matériaux jetés par les gens à Lima, elles•ils apportent un bénéfice au bien-être des citoyen•ne•s et à l'environnement, car [les récupératrice•eur•s] font en sorte que ces matériaux soient réellement recyclés et non seulement jetés n'importe où. »

« Plusieurs membres de l'équipe m'ont accompagnée pour essayer de se sensibiliser à l'important travail effectué par [les récupératrice•eur•s de matériaux]. Je peux vous dire avec certitude que leur travail s'est avéré fondamental pour que nous prenions conscience de l'importance des droits humains des récupératrice•eur•s et d'autres personnes qui travaillent en emploi informel et qui, pourtant, constituent l'immense majorité des travailleuse•eur•s en Amérique latine. Elles•ils méritent une attention particulière. »



Des récupératrice•eur•s de matériaux ont partagé leurs expériences de travail avec l'ancienne rapporteuse spéciale Soledad García Muñoz lors de sa visite à Lima, au Pérou. **Crédit photo** : vidéo sur Instagram | A gauche : Un•e récupératrice•eur de matériaux de l'Asociación Vida Verde de los Olivos à Lima. **Crédit photo** : Victor Malaqui | A droite : Des récupératrice•eur•s de matériaux de l'Asociación de Recicladores Ambientales de Santiago del Surco à Lima.

Crédit photo : WIEGO



Faits marquants des Villes focales

L'approche de WIEGO nommée Villes focales soutient les organisations de travailleuse•eur•s de l'informel pour qu'elles engagent le dialogue avec des fonctionnaires d'État et atteignent plusieurs objectifs : des lois et des réglementations plus inclusives, de meilleurs services et équipement urbains et une participation active lors des processus de planification et d'élaboration de politiques urbaines. Les Villes focales de WIEGO sont cinq : Accra (Ghana), Dakar (Sénégal), Delhi (Inde), Lima (Pérou) et Mexico (Mexique).

Réagir face aux expulsions de vendeuse•eur•s de rue à Accra et à Dakar

Un axe du travail actuel de WIEGO dans les villes consiste à soutenir les organisations de travailleuse•eur•s lorsqu'elles mènent des négociations pour leur droit de travailler dans les moments de crise. Cette année, les équipes de Villes focales ont apporté un soutien aux vendeuse•eur•s de rue à Accra, à Mexico et à Dakar lors des négociations fructueuses avec les autorités locales ayant permis un retour aux espaces de travail, et ce, après des expulsions qui les avaient déplacé•e•s.

Les expulsions à Accra s'inscrivent dans l'objectif de la ville de « nettoyer » les rues dans le cadre de la campagne « Clean your Frontage » [Nettoyez votre façade]. Celle-ci a fait l'objet de critiques venant d'Amnistie Internationale pour avoir commis des violations des droits humains. WIEGO collabore avec les organisations de commerçant•e•s pour mieux comprendre le cadre juridique régissant le travail des vendeuse•eur•s de rue, leurs droits et leurs choix de recours à l'encontre d'une application punitive. Parallèlement, WIEGO prête main-

forte aux organisations de vendeuse•eur•s de rue pour engager le dialogue avec l'État et trouver des solutions, et ce, en nouant des liens avec des fonctionnaires et des technocrates de niveau intermédiaire pour leur faire comprendre les expériences vécues au travail par les travailleuse•eur•s, de sorte que ces mêmes fonctionnaires et technocrates aident à faire basculer les discours et les politiques à caractère punitif.

À Dakar, les expulsions répondent à la modernisation urbaine et aux grands projets d'infrastructure, ce qui illustre à quel point les autorités urbanistiques font défaut d'inclure les vendeuse•eur•s de rue dans ces projets. Vu l'environnement hostile, les vendeuse•eur•s de rue à Dakar ont conscience qu'il est crucial de parler d'une seule voix. De ce fait, 17 organisations distinctes de commerçant•e•s de la ville se sont rassemblées sous la Plateforme d'acteurs du secteur informel (PASI) et WIEGO est en train d'ouvrir des espaces où ces organisations peuvent collaborer avec les autorités locales et nationales. À la suite de ces dialogues, des collaboratrice•eur•s de l'agence nationale de l'urbanisme ont admis ne pas avoir inclus les vendeuse•eur•s de rue dans ces projets.

Centrer les voix des travailleuse·eur·s dans les cadres nationaux d'action publique à Delhi et à Lima

À Delhi et à Lima, le travail de WIEGO s'est focalisé sur la responsabilité de l'État à une plus grande reddition de comptes et à la transparence lors de la mise en œuvre des réglementations.

À Delhi, l'équipe de Villes focales a aidé les organisations de vendeuse·eur·s de rue à utiliser des données factuelles pour garantir un tracé équitable des limites des comités municipaux de vente de rue et des zones de vente. Ce soutien a eu lieu lors des négociations avec les autorités portant sur la mise en œuvre de la Loi sur les vendeuse·eur·s de rue. Pour cette même concertation, les organisations de travailleuse·eur·s ont utilisé la toute première **carte** des marchés de rue hebdomadaires, élaborée par WIEGO et des partenaires.

À Lima, WIEGO a accompagné les organisations de récupératrice·eur·s de matériaux dans de fructueuses négociations pour instaurer une mesure obligeant le gouvernement à répondre clairement et en temps opportun aux demandes d'inscription faites par les récupératrice·eur·s de matériaux.

Victoires du travail de plaidoyer à Mexico

À Mexico, la Commission nationale des droits humains du pays (CNDH) a instauré une **mesa (table ronde) permanente sur le travail informel** à la suite de l'activisme mené par WIEGO ; elle y a **convoqué nos organisations-partenaires de travailleuse·eur·s à plusieurs sessions**. Des représentant·e·s de collectifs des

travailleuses domestiques, des travailleuse·eur·s non-salarié·e·s, des vendeuses de métro, des vendeuse·eur·s de rue et des récupératrice·eur·s de matériaux ont partagé avec la CNDH les obstacles sur leur chemin vers l'amélioration de leurs revenus et la sécurité au travail. Il s'agit d'un jalon pour l'insertion des travailleuse·eur·s de l'informel dans le programme de travail de la plus haute instance des droits humains au Mexique.

Toujours à Mexico, WIEGO a produit un documentaire sur les conditions de travail des récupératrice·eur·s de matériaux qui a été ensuite projeté lors d'une réunion de la Commission des droits humains de la ville, à la demande de la propre commission. Le documentaire s'inscrit dans la campagne **Lxs Rifadxs de la Basura [Les intrépides des déchets]**, lancée en mars 2023 et pilotée par les récupératrice·eur·s de matériaux de Mexico. Ces travailleuse·eur·s sont classé·e·s comme des « bénévoles » par le gouvernement comme un moyen pour leur refuser un salaire, un contrat et les droits du travail. La campagne a rendu autonomes les travailleuse·eur·s pour exiger le respect de leurs droits du travail et a aidé les habitant·e·s de la ville à mieux connaître et comprendre les conditions de travail des récupératrice·eur·s. Dans le cadre de « Lxs Rifadxs de la Basura », le plaidoyer et la campagne se sont poursuivis durant l'exercice financier 2023-2024 et les travailleuse·eur·s ont conquis d'importantes améliorations pour leurs conditions de travail.



De gauche à droite : un marché hebdomadaire dans le sud de Delhi. **Crédit photo** : Rashmi Choudhary | Des vendeuse·eur·s de marché à Dakar, au Sénégal. **Crédit photo** : Dean Saffron | Gregoria de Lucio un·e récupératrice·eur de matériaux dans la commune d'Iztapalapa, à Mexico. **Crédit photo** : images prises du documentaire « Lxs Rifadxs de la Basura »

Priorités des programmes de WIEGO pour les cinq prochaines années



Programme Droit

Le programme Droit fait tout son possible pour que les droits des travailleuse·eur·s soient reconnus, inclus et protégés dans les instruments internationaux et dans les lois et les règlements locaux et nationaux. Il œuvre au renforcement des capacités des travailleuse·eur·s de l'informel et de leurs organisations pour se servir de la loi et mener un combat afin de s'assurer des moyens de subsistance et des droits du travail. Voici nos priorités pour les cinq prochaines années :

Travailler avec les organisations de travailleuse·eur·s pour **réaliser les droits à la liberté d'association et à la négociation collective et pour la reconnaissance de l'espace public comme lieu de travail**, et ce, dans le cadre du Projet sur la justice administrative et la R204. En collaboration avec d'autres programmes de WIEGO, nous poursuivrons ce travail à Dakar et à Accra, tout en l'étendant à des villes du Brésil et du Zimbabwe.

Soutenir les travailleuse·eur·s pour **faire de la Convention 189 sur les travailleuse·eur·s domestiques une réalité** en apportant aux membres de syndicats une assistance technique pour soumettre à l'OIT des rapports sur l'application et la mise en œuvre de la C189 ; et en facilitant l'apprentissage mutuel, notamment grâce au podcast. Afin d'appuyer les travailleuses domestiques pour répondre aux besoins juridiques et pour qu'elles puissent protéger leurs droits, nous formons des parajuristes communautaires parmi leurs dirigeantes.

Influencer une communauté de pratique pour **plaider en faveur de l'application des droits fondamentaux du travail aux travailleuse·eur·s indépendant·e·s**, notamment en menant un projet de recherche conjoint avec l'OIT pour documenter les négociations et concertations collectives et les accords entre les organisations de travailleuse·eur·s et les autorités locales ; et en élaborant un manuel.



Programme d'organisation et représentation

Le Programme d'organisation et représentation prête main-forte aux organisations des travailleuse·eur·s de l'informel pour qu'elles renforcent leurs capacités d'organisation et de direction, établissent une relation les unes avec les autres et fassent cause commune avec leurs allié·e·s alors qu'elles se battent pour améliorer les conditions de travail de leurs membres. Voici nos priorités pour les cinq prochaines années :

Soutenir la consolidation de l'Alliance internationale des récupératrice·eur·s de matériaux, tout en épousant l'autonomie toujours plus grande de l'Alliance. Nous allons accompagner la préparation de son congrès électif, le réseautage régional et le travail d'organisation au niveau national dans le secteur, comme une condition préalable à une base solide de l'alliance et de ses efforts de plaidoyer.

Faire progresser la mise en œuvre de la Recommandation 204 de l'OIT en travaillant au Sénégal, en Afrique du Sud, au Brésil, au Zimbabwe et, dans une moindre mesure, au Chili et en Inde.

Consolider l'établissement de l'École WIEGO, notamment par la création d'un comité consultatif, la nomination d'un·e coordinatrice·eur et l'élaboration tant d'une analyse des besoins que d'un plan de mise en œuvre.



Programme de protection sociale

Les travailleuse·eur·s de l'informel ont besoin d'accéder à des protections sociales qui les mettent à l'abri des risques pesant sur leurs revenus et qui les aident à tenir le coup après un événement ou un choc. Le Programme de protection sociale s'engage à aider les travailleuse·eur·s de l'informel à accéder à ces droits. Voici nos priorités pour les cinq prochaines années :

(Re)construire notre travail sur la santé et la sécurité au travail en élaborant des stratégies de recherche, d'action de base et de plaidoyer.

Renforcer notre recherche pour influencer les politiques, notamment par la mise en œuvre d'une étude régionale sur le dialogue social autour de la protection sociale en Asie du Sud-Est ; tout comme la recherche pour approfondir notre fructueux premier cycle de recherche visant à contester les orthodoxies qui sapent la protection sociale universelle.

Conceptualiser notre travail sur la santé et la garde des enfants de manière plus holistique et le relier aux débats sur la démocratisation de la sphère publique.



Programme de statistiques

Le Programme de statistiques collabore avec des fonctionnaires-statisticien·ne·s pour améliorer les méthodes statistiques qui rendent visibles l'ampleur et l'importance de l'économie informelle, ainsi que la situation des travailleuse·eur·s de l'informel. Il a pour objet également de préparer les données dans des formats accessibles au plus grand nombre de personnes possible. Voici nos priorités pour les cinq prochaines années :

Collaborer avec l'OIT, les commissions régionales et des gouvernements à la mise en œuvre des recommandations de la 21^e Conférence internationale des statisticien·ne·s du travail par l'élaboration de définitions, de critères et de méthodes opérationnels, ainsi que par des activités de formation.

Préparer de nouvelles notes d'information statistiques sur l'emploi informel et les groupes de travailleuse·eur·s au niveau national et au niveau mondial. Les notes d'information prévues ayant un focus global comprennent une mise à jour de *Femmes et hommes dans l'économie informelle : un panorama statistique* – une publication phare réalisée conjointement avec l'OIT – et une note d'information globale par l'OIT et WIEGO sur l'emploi informel dans les pays développés.

Explorer le contenu et les limites des enquêtes existantes sur les entreprises pour préparer des tabulations montrant la part des entreprises qui sont de petites opérations informelles et leurs caractéristiques, dans le but de soutenir l'amélioration des politiques.



Programme de politiques urbaines

En travaillant avec les leaders de travailleuse•eur•s, les décideuse•eur•s politiques et les praticien•ne•s de l'urbanisme, le Programme de politiques urbaines fait tout son possible pour garantir aux travailleuse•eur•s de l'informel de meilleurs revenus, des endroits plus sûrs où vivre et travailler et des capacités à négocier des acquis durables dans les politiques et les pratiques urbaines. Voici nos priorités pour les cinq prochaines années :

Mobiliser la recherche pour soutenir les organisations de travailleuse•eur•s dans le renforcement de leurs stratégies en matière d'infrastructures, de réforme fiscale, de reprise post-COVID-19 et de changements climatiques. Comme base de cette mobilisation, la carte dressée par WIEGO des impacts du changement climatique sur les récupératrice•eur•s de matériaux au Brésil, l'enquête sur la fiscalité auprès des ménages à Accra, les données de [l'étude sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle](#) et les pratiques d'appui aux moyens de subsistance en Asie du Sud.

Axer la planification et l'aménagement urbains sur les moyens de subsistance, comme une alternative aux expulsions et à d'autres pratiques nocives à l'encontre des travailleuse•eur•s ; en parallèle, démontrer aux gouvernements les coûts des expulsions. Dans cet objectif, nous allons travailler avec les récupératrice•eur•s de matériaux au Brésil, sur la fermeture de décharges à ciel ouvert dans les Villes focales de WIEGO et par des échanges d'apprentissage entre les villes.

Faire progresser les conversations avec les agent•e•s du changement au niveau mondial. Nous allons poursuivre la collaboration avec l'UNU-Wider et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour faire avancer nos travaux sur la fiscalité. Dans le cadre de notre travail sur les déchets, nous cherchons à exercer une influence sur les processus relatifs au traité des Nations unies contre la pollution plastique et à la feuille de route sur l'économie circulaire. Nous ciblerons les principales communautés de pratique par le biais de publications et de conférences universitaires.



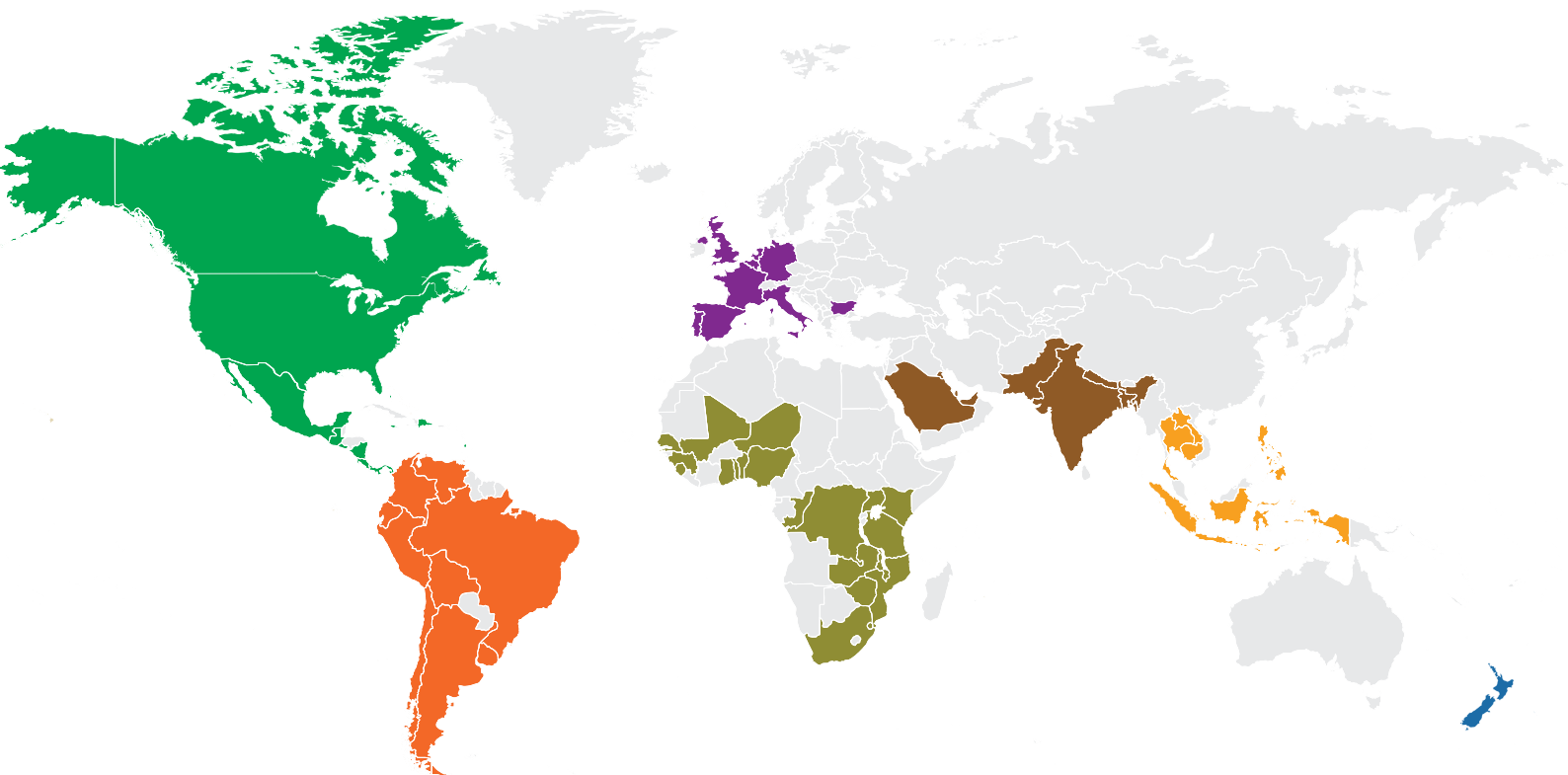
Initiative Villes focales

Voici les priorités des équipes de Villes focales :

Accélérer les progrès vers l'indépendance et la durabilité des organisations de travailleuse•eur•s en facilitant les liens avec des réseaux d'appui plus larges. À **Delhi**, nous donnerons une continuité au soutien financier et technique à destination des réseaux de travailleuse•eur•s à domicile et de récupératrice•eur•s de matériaux au niveau de la ville. À **Accra** et à **Dakar**, nous comptons toujours jouer un rôle d'intermédiaire entre nos partenaires et les centrales syndicales. À **Mexico**, nous poursuivrons notre stratégie de collaboration avec de solides partenaires techniques afin d'étendre la base de données factuelles à disposition des organisations de travailleuse•eur•s.

Soutenir le dialogue et la négociation entre les organisations de travailleuse•eur•s partenaires et les pouvoirs publics. À **Accra**, nous nous efforcerons de faciliter des espaces de dialogue sur la répartition équitable de l'espace public. À **Dakar**, nous continuerons de soutenir le dialogue aux niveaux local et national autour de la transition progressive vers l'économie formelle à travers la mise en œuvre de la R204. À **Lima**, nous apporterons un soutien pour s'insérer dans l'espace de dialogue national déjà en place et ne cesserons de prôner l'institutionnalisation d'une mesa (table ronde) nationale sur l'emploi informel. À **Mexico**, nous continuons de soutenir le dialogue et la collaboration avec les commissions locales et nationales des droits humains.

Nos équipes vont participer à des **échanges d'apprentissage afin d'encourager des réseaux d'échange** mieux définis au niveau régional et de renforcer une culture de l'apprentissage dans les Villes focales et le Programme de politiques urbaines.

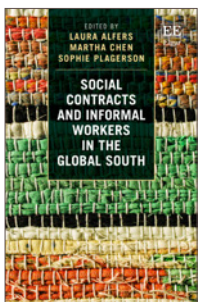


Présence active de WIEGO en 2022-2023

- Afrique du Sud
- Allemagne
- Arabie Saoudite
- Argentine
- Bahreïn
- Bangladesh
- Belgique
- Bénin
- Bolivie
- Brésil
- Bulgarie
- Cambodge
- Canada
- Chili
- Colombie
- Costa Rica
- El Salvador
- Émirats arabes unis
- Équateur
- Espagne
- États-Unis
- France
- Ghana
- Guatemala
- Guinée
- Inde
- Indonésie
- Italie
- Jamaïque
- Kenya
- Koweït
- Laos
- Malawi
- Maurice
- Mexique
- Mozambique
- Népal
- Nicaragua
- Niger
- Nigeria
- Nouvelle-Zélande
- Ouganda
- Pakistan
- Panama
- Pays Bas
- Pérou
- Philippines
- Portugal
- Qatar
- République démocratique du Congo (RDC)
- République dominicaine
- Royaume-Uni
- Sainte-Lucie
- Sénégal
- Sierra Leone
- Suisse
- Tanzanie
- Thaïlande
- Togo
- Uruguay
- Venezuela
- Zambie
- Zimbabwe
- Autres pays européens

Publications et ressources

Une sélection de publications soumises à un comité de lectures



Les chercheur·e·s de WIEGO ne cessent de contribuer à des publications académiques soumises à un comité de lecture. Une liste détaillée d'ouvrages éditoriaux, de chapitres de livre, d'articles de journaux académiques et de documents de travail soumis à un comité de lecture est à consulter sur [notre site web](#).

Alfers, Laura, Martha Chen et Sophie Plagerson (éd.). 2022. *Social Contracts and Informal Workers in the Global South* [Contrats sociaux et travailleuse·eur·s de l'informel dans les pays du Sud]. Cheltenham, Royaume-Uni : Edward Elgar.

L'essentiel des séries de publications de WIEGO

Les documents de travail ont pour objet de présenter des recherches qui apportent une contribution empirique ou théorique aux connaissances actuelles sur l'économie informelle. Tous les documents de travail de WIEGO sont soumis à un comité de lecture composé de l'équipe de recherche de WIEGO et d'expert·e·s externes.



Anyidoho, Nana Akua, Max Gallien, Ghida Ismail, Florian Juergens-Grant, Mike Rogan et Vanessa van den Boogaard. 2022. *Filet fiscal serré, filet de sécurité desserré : la fiscalité et la protection sociale dans le secteur informel d'Accra*. Document de travail de WIEGO n° 45.

Les **notes d'information** cherchent à procurer des documents faciles à suivre aux personnes impliquées dans le plaidoyer, les politiques publiques et la recherche de l'économie informelle.



Politiques publiques :

Sinha, Shalini, Malavika Narayan et Avi Majithia. 2022. *La revendication d'un espace pour le travail informel dans le plan directeur : réflexions sur une campagne populaire à Delhi*. Note d'information sur les politiques de WIEGO n° 28.



Statistiques :

Ramírez, Tomás, Renato Carcelén, Carmen Roca et Joann Vanek. 2023. *Les travailleuse·eur·s de l'informel au Pérou : un profil statistique, 2015-2021*. Note d'information statistique de WIEGO n° 34.



Informations techniques :

Cass Talbott, Taylor, Pinky Chandran, Cecilia Allen, Lakshmi Narayan et Owusu Boampong. 2022. *La Responsabilité élargie des producteurs (REP) et les récupératrice·eur·s de matériaux*. Note d'information technique de WIEGO n° 15.

Les **Réflexions sur le droit et l'informalité** portent sur notre travail en appui des organisations de travailleuse·eur·s de l'informel afin qu'elles connaissent le droit, s'en servent et le façonnent en même temps. Cette série analyse l'évolution des lois et des réglementations, le processus législatif et la jurisprudence qui affectent les travailleuse·eur·s de l'informel et leurs stratégies de plaidoyer.



Ossom, Aminta. 2023. *Défendre les moyens de subsistance des récupératrice·eur·s de matériaux : leçons tirées des litiges en Amérique latine*. Réflexions sur le droit et l'informalité n° 7.

Les **documents de référence** comprennent des analyses documentaires, des bibliographies commentées et des articles élaborés par WIEGO qui reflètent les résultats de nouveaux travaux empiriques. Ils apportent des renseignements pour soutenir le travail de plaidoyer, les politiques publiques ou les recherches sur des sujets spécifiques.



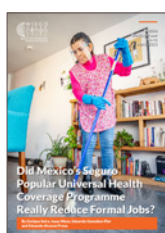
Cappa, Andrés, Ariel Bertellotti, Mariano Murad, Julieta Campana, Paula Basílico et Florian Juergens-Grant. 2023. *Les efforts des récupératrice·eur·s de matériaux de l'informel en Argentine pour financer le travail décent et la protection sociale à travers la législation sur la Responsabilité élargie des producteurs*. Document de référence de WIEGO n° 34.

L'essentiel de la recherche contestant les orthodoxies économiques qui sapent la protection sociale universelle

La protection sociale de la totalité des travailleuse·eur·s crée des emplois d'une meilleure qualité ; telle est l'idée derrière cette recherche. WIEGO a élaboré plusieurs articles pour contester les idées prédominantes qui peuvent freiner l'expansion de la protection sociale et l'empêcher de couvrir l'ensemble des travailleuse·eur·s.



Calligaro, Florencia et Oscar Cetrangolo. 2023. *Financer la protection sociale universelle : l'importance des cotisations sociales et leur incidence sur le marché du travail*. Document de travail de WIEGO n° 47.



Seira, Enrique, Isaac Meza, Eduardo González-Pier et Eduardo Alcaraz Prous. 2023. *Le programme de couverture sanitaire universelle au Mexique, appelé Seguro Popular, a-t-il réellement réduit le nombre d'emplois formels ?* Document de travail de WIEGO n° 46.

Notes d'information sur la protection sociale et la COVID-19

Réponses en matière de protection sociale face à la pandémie de la COVID-19

WIEGO a élaboré une série de notes d'information pour analyser les réponses en matière de protection sociale face à la COVID-19. Ces notes ont pour objet de soutenir les mouvements de travailleuse·eur·s dans leurs efforts de plaidoyer en faveur de l'extension de la protection sociale aux travailleuse·eur·s de l'informel.



WIEGO. 2022. *Une approche régionale de la protection sociale universelle : le cas du Protocole de l'Union africaine*. Note d'information de WIEGO sur la protection sociale n°5.

Podcast sur l'économie informelle : protection sociale

Source d'information facilement accessible, la série d'épisodes du podcast cherche à sensibiliser le public à la recherche et aux débats sur la protection sociale des travailleuse·eur·s de l'informel.

Épisode no 31 : renforcement des capacités en matière de protection sociale des travailleuse·eur·s de l'informel en ligne.



Le catalogue de publications de WIEGO offre un tour d'horizon des séries de publications de WIEGO depuis sa création.

Rapport financier : l'exercice clos le 31 mars 2023

Gouvernance financière

Le Comité des finances est la sous-commission du Conseil d'administration de WIEGO chargée de superviser la gestion financière et l'audit des comptes afin d'assurer la durabilité et la viabilité de WIEGO dans l'avenir. Cela comprend la révision des budgets annuels, ainsi qu'un examen permanent des contrôles budgétaires et financiers pour réduire le risque d'une sous-utilisation ou d'un dépassement des dépenses et pour atténuer un manque éventuel de revenus au cours d'un exercice financier. Ce risque est en outre atténué par la constitution de réserves affectées en grande partie à l'Assemblée générale, qui se tient tous les quatre ans. Par conséquent, pour l'exercice financier en cours, une provision est constituée à hauteur de 100 000 USD, conformément au budget approuvé pour 2023-2024, et des provisions seront constituées chaque année pour couvrir les coûts de l'Assemblée générale prévue en novembre 2026. De plus, les réserves libres s'élevaient, le 31 mars 2023, à 583 000 USD et seront utilisées pour maintenir les principaux programmes pendant une période de trois mois en cas d'incertitudes découlant de problèmes de financement et d'autres incertitudes.

Le Comité des finances s'en remet au Conseil d'administration de WIEGO en ce qui a trait aux décisions finales concernant les budgets et la gestion des risques.

Résumé financier

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, WIEGO a reçu une opinion sans réserve de la part de ses auditeurs, Crowe UK LLP. Les chiffres indiqués dans les résumés financiers –pour le Bilan financier et la Source et utilisation des fonds– ont été obtenus à partir des comptes statutaires, ceux-ci approuvés par le Conseil d'administration le 15 novembre 2023. Les commissaires aux comptes ont confirmé au Conseil d'administration que ces extraits sont en cohérence avec les états financiers statutaires de l'exercice clos le 31 mars 2023.

Il se peut que ces extraits manquent d'informations pour permettre une pleine compréhension des affaires financières de la société. Il faudrait, en conséquence, consulter les comptes statutaires complets, conjointement avec le Rapport des commissaires aux comptes et avec le Rapport du Conseil d'administration ; ils sont disponibles auprès du secrétariat de la société, au siège social à Manchester, au Royaume-Uni. Les comptes statutaires complets seront également disponibles en ligne après avoir effectué tous les dépôts réglementaires.

Bilan financier

BILAN FINANCIER	2022-23	2021-22
	000 USD	000 USD
Montants à recevoir		
Avoirs en banque	1 186	129
TOTAL DES ACTIFS ACTUELS	30 550	32 101
	31 736	32 230
CRÉANCIERS		
Montants à payer		
Cuentas por pagar	-1 313	-3 046
ACTIFS NETS	30 423	29 184
FONDS		
Fonds affectés	22 635	25 757
Fonds non affectés	7 788	3 427
	30 423	29 184

Source : l'extrait des comptes statutaires

Source et utilisation des fonds

Les recettes totales s'élèvent à 14,4 millions USD pour l'exercice clos le 31 mars 2023, contre 33,1 millions USD l'année précédente. Pour le même exercice, les ressources utilisées totalisent 13,2 millions USD, contre 10,3 millions USD l'année précédente.

Sources des fonds

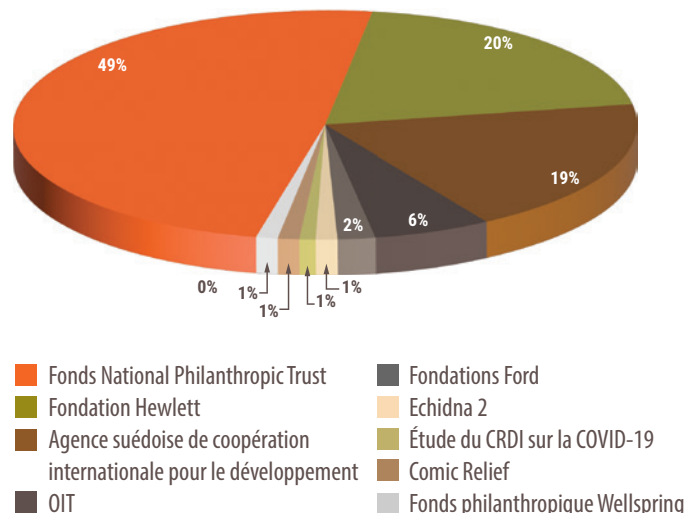
Au fil des 26 dernières années, WIEGO a reçu le soutien de plusieurs bailleuse•eur•s de fonds dans ses efforts pour autonomiser les travailleuse•eur•s de l'informel dans le monde entier. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, WIEGO a reçu des fonds de treize bailleuses institutionnelles, y compris un cadeau spontané de 7 millions USD du fonds National Philanthropic Trust qui sera affecté aux activités non restreintes. En outre, les revenus d'intérêts ont totalisé 617 000 USD et cette somme est comprise dans « autres sources ».

WIEGO tient à remercier l'ensemble des organisations, des fondations et des gouvernements pour leur généreux soutien financier au fil des années.

SOURCES DES FONDS	2022-23	2021-22
	000 USD	000 USD
Fondations Ford	296	25 200
Agence suédoise de coopération internationale pour le développement	2 684	3 765
Fondation Open Societies	0	3 015
Echidna 2	125	375
Étude du CRDI sur la COVID-19	185	314
Comic Relief	137	121
Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth (anciennement DFID) du Royaume-Uni	0	92
Fonds philanthropique Wellspring	200	50
Organisation internationale du Travail	10	11
USAID	0	10
Fondation Hewlett	2 900	0
Fonds National Philanthropic Trust	7 000	0
Autres sources	866	187
TOTAL	14 403	33 140

Source : l'extrait des comptes statutaires

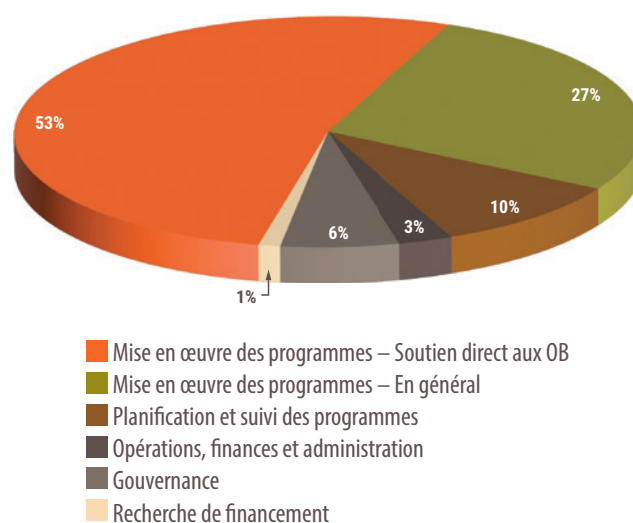
Sources des fonds pour l'année 2022-23



Utilisation des fonds

La stratégie de WIEGO est conçue de manière à s'assurer que le maximum possible de ressources soit directement consacré aux programmes afin de répondre à l'objectif de WIEGO, qui consiste à fournir des améliorations qualitatives en matière de recherche, de plaidoyer politique et de renforcement des capacités. Il convient de noter que 90 % des ressources ont été dépensées dans l'accompagnement direct ou indirect des organisations de base pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des programmes.

Utilisation des fonds pour l'année 2022-23





Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation

Le travail de WIEGO

[Rapports annuels](#)

[Bulletin de WIEGO](#)

[Bulletin d'information de WIEGO pour les OB](#)

[Bulletins d'information sur le droit et l'économie informelle](#)

Ressources en ligne de WIEGO



[Blogs](#)



[Videos](#)



[Webinars](#)

Réseaux de médias sociaux de WIEGO

